



Semblable à bien des égards à la bataille des ABG Semca, le combat des JOB aura marqué jusqu'au dernier jour de 95

Chez Job, le repreneur ne fait pas un tabac

L'allemand Schefeulen veut supprimer 128 des 283 emplois de la papeterie toulousaine.

Toulouse,
de notre correspondant

Le syndicat CGT de la papeterie toulousaine Job Parilux est d'humeur généreuse : « *On vient de toucher un nouveau patron. Il faut fêter ça. On pourrait lui offrir une grève pour la nouvelle année...* » Les pieds dans l'eau sur les bords de la Garonne, les « Job » sont encore disposés après trois mois de conflit à montrer de quel bois à pâte à papier ils se chauffent. Les papetiers toulousains ont pour le moins quelques préventions à l'endroit du repreneur de leur usine de papier couché de luxe, en redressement judiciaire depuis le 29 septembre. Et des raisons objectives de se méfier: le géant papetier allemand Schefeulen, qui a obtenu samedi du tribunal de commerce l'autorisation de racheter le tout pour 13 mil-

lions de francs, n'a jamais caché ses intentions industrielles. C'est la marque Job, son nom et ses clients sur le marché mondial de la papeterie, qui l'intéressent. Les 28.000 tonnes de sa production annuelle, beaucoup moins. Le plan de rachat de Schefeulen prévoit de conserver 155 des 283 salariés pour travailler la pâte et en faire des rouleaux, mais de supprimer 128 postes au façonnage. « *C'est comme si on nous laissait remplir des camions-citernes de parfum tout en transférant en Allemagne la valorisation du produit par la mise en flacon* », illustre le leader CGT de l'entreprise. La solution Schefeulen est connue depuis des lustres à Toulouse et repoussée par les salariés. Mais le tribunal

de commerce n'avait aucune autre proposition de rachat sous la main. La papeterie est pourtant virtuellement à vendre depuis 1993. Son propriétaire de l'époque, Vincent Bolloré, voulait s'en dégager, et le groupe allemand était déjà sur les rangs. Le jeu a alors consisté à y échapper. Après quelques avatars avec le hollandais KNP, Bolloré Technologies a préféré faire affaire pour le franc symbolique avec Gecco-France, filiale fumeuse de la société saoudienne établie à Londres Gecco Holding UK. Lequel holding devait être finalement « *des-saisi* » cet automne par ce même tribunal de commerce de Toulouse au motif d'une gestion plus que ha-

sardeuse de l'entreprise toulousaine, en même temps que la mise en redressement judiciaire était prononcée. Gecco-France avait toutefois profité de son passage aux affaires pour conclure une association de Job avec Schefeulen quant à la commercialisation, justement, du papier couché de luxe. Le groupe allemand avait donc déjà un pied dans la boutique. Il y passe maintenant tout entier et avec la bénédiction des juges. Les papetiers toulousains pourraient avoir le sentiment amer qu'on n'échappe pas longtemps à son destin, mais ils préfèrent se ressaisir: « *On a un interlocuteur maintenant. On va pouvoir discuter de la pérennité du site toulousain et négocier le plan de redressement.* » La CGT met le marché en main au nouveau propriétaire: la paix sociale dans

une papeterie centenaire ou un conflit à n'en plus finir. Durant ce dernier mois de tempête sociale, les « Job » n'ont jamais loupé une manifestation en couvrant des kilomètres de rues toulousaines de chutes de papier. Et ils se disent toujours prêts à recevoir le soutien des élus, qui depuis trois mois ne se pressent surtout pas au portillon — « *ils se terrent dans leur trou. On pourrait aller les y chercher...* » Un avant-goût de cette capacité à interpeller son monde sera donné demain au Capitole sous les fenêtres de l'hôtel de ville. Un bouleau, matière première de la pâte à papier dans les pays du Nord, y sera débité en tranches et ainsi vendu au profit des syndicats de la maison sur le thème d'« *un boulot pour tous* » ●

GILBERT LAVAL